

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 AVIGNON

MARSEILLE, le 05/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS**

Chemin Moulin Premier

84800 L'Isle-sur-la-Sorgue

D/SPR/VJ/727/2023

Références : D-0316-2023

Code AIOT : 0006400503

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS, implanté Chemin Moulin Premier, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS
- Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé notamment dans la fabrication de gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites données à la visite d'inspection du 17 mars 2022 ;
- une réclamation relative à des nuisances sonores et des vibrations ;
- l'épisode sécheresse de 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Surveillances des émissions - Généralités	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	STEP	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.9	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 6.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article Chapitre 1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance STEP	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 9.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Surveillance des canalisations	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 2.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 22/04/2009, article 4.1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats relevés lors de cette inspection, aucune suite ou sanction administrative prévue à l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement n'est proposée à ce stade à Madame la Préfète à la suite de cette inspection. Des actions correctives sont attendues par rapport à :

- l'autosurveillance des rejets aqueux de la STEP ;
- le respect des valeurs limites d'émission fixées pour les matières en suspension dans les rejets de la STEP ;
- l'étanchéité de la cuve de perchlorate d'aluminium ;
- la mesure de l'émergence sonore à l'Ouest de l'établissement ;
- le respect des dispositions du dossier d'autorisation d'exploiter concernant la filtration des boues de STEP.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autosurveillance STEP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une fois par semestre, l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9 du présent arrêté fait l'objet de mesures comparatives par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection trois séries de prélèvements et analyses réalisés par des laboratoires extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prélèvements réalisés le 21/09/2022 par le laboratoire CERECO (mandaté par la DREAL) : l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié ont été analysés ;</li> <li>- prélèvements réalisés le 21/09/2022 par le laboratoire EUROFINs (mesures contradictoires réalisées par l'exploitant lors du contrôle inopiné DREAL) : l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié ont été analysés ;</li> <li>- prélèvements et analyses réalisés le 07/12/2022 (mandaté par l'agence de l'eau) : les ions chlorures n'ont pas été analysés.</li> </ul> <p>L'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié ont été analysés par un laboratoire extérieur a minima deux fois en 2022 ; toutefois, la fréquence semestrielle n'a pas été respectée.</p> <p><b>L'exploitant veillera, pour l'année 2023, à ce que les analyses extérieures respectent la fréquence semestrielle.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Surveillances des émissions - Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.
<b>Constats :</b>  La comparaison des résultats d'analyses internes et externes mettent en évidence des écarts significatifs pour les paramètres MES et DBO5. Ce point avait déjà été mis en évidence lors de la dernière inspection. Pour le contrôle inopiné de septembre 2022, on observe : <ul style="list-style-type: none"><li>- un écart de 66 % entre le résultat d'analyse du laboratoire agréé mandaté par la DREAL (CERECO) et celui du laboratoire interne Rousselot pour les MES ;</li><li>- un écart de 87 % entre le résultat d'analyse du laboratoire agréé et celui du laboratoire interne Rousselot pour la DBO5.</li></ul> Concernant les MES, l'exploitant indique que des mesures correctives ont été prises par le laboratoire, notamment la prise d'échantillons sous agitation mécanique (non réalisée jusque là). L'exploitant ne dispose pas de nouvelles mesures comparatives permettant de justifier de l'efficacité des dispositions prises. Concernant la DBO5, l'exploitant indique que l'audit réalisé par l'Agence de l'eau en décembre 2022 a permis de définir des pistes de travail, qui seront investiguées avant la fin du deuxième trimestre.  <b>Dans un délai de 3 mois maximum, l'exploitant justifiera d'être en capacité de disposer d'analyses internes fiables, répétables et reproductibles pour les paramètres MES et DBO5.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>N° 3 : STEP</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejets des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : [tableau non reproduit] Le débit des effluents est limité à 8 000 m <sup>3</sup> /j, 230 000 m <sup>3</sup> /mois, 380 m <sup>3</sup> /h. Il est surveillé en continu. Le pH doit être compris en 5,5 et 8,5. Il est surveillé en continu. La température doit être inférieure à 30°C. Elle est mesurée une fois par semaine. Les valeurs limites précisées ci-dessus s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 h. Dans le cas de l'autosurveillance journalière effectuée par l'exploitant, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures ne dépasse le double de la valeur prescrite.
<b>Constats :</b> Pour rappel, en 2021 et au premier trimestre 2022, la STEP avait connu des épisodes significatifs de perte de nitrification : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en avril / mai 2021 : 27 jours de dépassements de la VLE en concentration (40 mg en N total/L), avec un maximum journalier de 130 mg/L ;</li> <li>• en septembre / octobre 2021 : 27 jours de dépassements de la VLE en concentration, avec un maximum journalier de 160 mg/L.</li> <li>• en janvier / février 2022 : 40 jours de dépassement de la VLE, avec un maximum journalier de 150 mg/L.</li> </ul> <p>L'exploitant avait monté un groupe de travail avec l'appui d'organismes extérieurs, afin d'identifier la (ou les) cause(s) de la perte de nitrification. Au jour de la visite, l'exploitant indique qu'aucune cause n'a pu être mise en évidence. Toutefois, les travaux menés avec le groupe de travail ont permis de mieux anticiper et détecter ces épisodes de dénitrification. L'une des actions préventives consiste en un réensemencement régulier en boues (boues extérieures) des bassins. Depuis la dernière visite d'inspection, le 17 mars 2022, un seul épisode a été constaté, en juin avec un maximum journalier mesuré de 97 mg/L.</p> <p><b>L'exploitant des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser sous un délai de trois mois maximum, un porter-à-connaissance relatif aux modifications apportées à la gestion de la STEP (réensemencement régulier des bassins par des boues extérieures), qui traitera notamment de l'incidence des boues extérieures sur le plan d'épandage.</b></p> <p>Les résultats d'autosurveillance 2022 montrent de multiples et conséquents dépassements des VLE en concentration (35 mg/L) et en flux (280 kg/j) pour les matières en suspension (MES). Les dépassements les plus importants sont observés en décembre 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 17 dépassements de la VLE en concentration avec un maximum journalier mesuré à 697 mg/L ;</li> </ul>

- 10 dépassements de la VLE en flux avec un maximum journalier mesuré 2904 kg/j.

L'exploitant indique que ces dépassements sont dus à une mauvaise décantation des boues dans les bassins, liée à des capacités internes de filtration des boues insuffisantes. A l'origine, le site était équipé de trois filtres presse. Actuellement, seul un de ces trois filtres fonctionne. Un premier filtre de location a été mis en place en septembre 2021. Face à la dégradation de la décantation des boues fin 2022, un second filtre de location a été installé en décembre. A la suite de la mise en fonctionnement du second filtre de location, la décantation s'est progressivement améliorée au cours des semaines suivantes. Les résultats d'autosurveillance sur le premier trimestre 2023 montrent :

- février 2023 : 4 dépassements de la VLE en concentration avec un maximum journalier mesuré à 54 mg/l et 3 dépassements de la VLE en flux avec un maximum journalier mesuré à 335 kg/j ;
- mars 2023 : 5 dépassements de la VLE en concentration avec un maximum journalier mesuré à 47 mg/l et 2 dépassements de la VLE en flux avec un maximum journalier mesuré à 312 kg/j.

L'exploitant indique envisager la mise en place d'un 3ème filtre de location, courant mai.

**L'exploitant met en place les actions correctives nécessaires afin de fiabiliser la qualité des rejets de la STEP en ce qui concerne le paramètre MES, sous un délai d'un mois maximum.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois / 1 mois

#### N° 4 : Surveillance des canalisations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour le confort du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que la conservation des sites et des monuments.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, l'exploitant a défini fin 2020 un plan de contrôles des tuyauteries aériennes extérieures. Une première campagne de contrôles a été réalisée en octobre 2021. A la suite de cette campagne, l'organisme de contrôle avait émis quelques observations.</p> <p>S'agissant des suites données à ces observations, l'exploitant précise qu'un agent Rousselot accompagne le technicien en charge des contrôles. Si possible, une action correctrice immédiate est donnée par l'agent Rousselot. Le cas échéant, les actions correctrices sont programmées et suivies dans le logiciel de maintenance GMAO. L'exploitant indique que l'ensemble des observations émises par l'organisme de contrôle ont été levées. L'Inspection n'a pas contrôlé l'état et le suivi des actions correctrices dans la GMAO.</p> <p>En octobre 2022, un plan de contrôle a également été défini pour les canalisations aériennes intérieures, dans les bâtiments chaulage et cuisson (NB : compte tenu des échafaudages en place dans l'atelier d'acidulation, l'organisme de contrôle n'a pu intervenir dans l'atelier). La première campagne de contrôles est programmée pour septembre 2023.</p> <p>Un point a également été fait par rapport aux suites données aux déversements accidentels survenus au cours de l'année 2022. Le tableau en annexe 1 présente une synthèse des actions correctives prises et prévues par l'exploitant. En plus du traitement à la source des événements accidentels, l'exploitant projette la mise en place en 2023 de ballons obturateurs sur les réseaux d'eaux pluviales afin d'éviter les déversements dans la Sorgue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Niveaux limites de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : [tableau non reproduit]</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1., dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Une mesure du niveau sonore et des émergences sera réalisée par un organisme qualifié après accord de l'inspection des installations classées, dans un délai de six mois suivant la mise en fonctionnement de la station dépuration interne. Par la suite, cette mesure doit être réalisée tous les cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection des installations classées a été destinataire d'une réclamation à l'encontre de l'établissement, relative à des nuisances pour bruits et vibrations. La plaignante, habitant résidence des Capucines à l'Ouest du site, précise que les vibrations, associées à un bruit de moteur, sont aléatoires (nuit, journée, semaine, we) et sont ressenties depuis près de deux ans. Les installations situées au plus près de l'habitation sont celles de la STEP. Le jour de la visite, l'Inspection n'a pas constaté de vibrations sur le site Rousselot au niveau de la STEP, ni de bruits significatifs. Par rapport aux deux filtres mobiles en location, qui sont placés à l'extérieur du bâtiment filtration, un filtre était en fonctionnement au moment de la visite. L'Inspection n'a pas constaté que ce dernier générait des vibrations.</p> <p>Par rapport aux vibrations, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune évolution notable n'est survenue dans les équipements techniques proches de ce secteur d'habitation ;</li> <li>- aucuns travaux d'ampleur n'ont été menés sur les jours mis en évidence par la plaignante ;</li> <li>- aucune autre plainte de ce type n'a été signalée.</li> </ul> <p>Par rapport au bruit, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui communiquer les dernières mesures d'émergences réalisées dans ce secteur d'habitation (Ouest du site). Post inspection, l'exploitant a adressé à l'Inspection le rapport n°11204281-001-1, relatif aux mesures de niveaux sonores dans l'environnement, réalisées par la société APAVE, les 11 et 12 décembre 2019. Ce rapport fait état d'une mesure d'émergence en zone à émergence réglementée, en un seul point situé à l'Est du site. Ce résultat n'est vraisemblablement pas représentatif du secteur d'habitation de la plaignante. <b>Par conséquent, l'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à une mesure des niveaux sonores et des émergences, caractéristiques du secteur d'habitation situé à l'Ouest de la STEP, dans un délai n'excédant pas trois mois.</b></p> <p>Une lettre est adressée à la plaignante pour lui faire part des conclusions de l'inspection ; celle-ci est jointe au rapport en annexe 2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2009, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter les dispositions suivantes en cas d'alerte sécheresse (actée par arrêté préfectoral) applicable au secteur des Sorgues :</p> <p>En cas d'atteinte du seuil de vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Affichage de l'arrêté préfectoral de franchissement du seuil de vigilance sécheresse ;</li> <li>• Rappel des bonnes pratiques pour économiser l'eau sur le site</li> </ul> <p>En cas d'atteinte du seuil d'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Affichage de l'arrêté préfectoral portant réduction des usages de l'eau ;</li> <li>• Rappel des bonnes pratiques pour économiser l'eau sur le site ;</li> <li>• Report des opérations de nettoyage des véhicules non indispensables (hors tâches de maintenance) ;</li> <li>• Utilisation limitée d'eau lors du nettoyage des ateliers ;</li> <li>• Arrosage des espaces verts et pelouses interdit entre 9h et 19h ;</li> <li>• Diminution des prélèvements d'eau (hormis les eaux de refroidissement restituées au milieu et les eaux à usage sanitaire) de 5 % (par rapport à la consommation de 2015).</li> </ul> <p>En cas d'atteinte du seuil d'alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Affichage de l'arrêté préfectoral portant réduction des usages de l'eau ;</li> <li>• Rappel des bonnes pratiques pour économiser l'eau sur le site ;</li> <li>• Report des opérations de nettoyage des véhicules non indispensables (hors tâches de maintenance) ;</li> <li>• Utilisation limitée d'eau lors du nettoyage des ateliers ;</li> <li>• Arrosage des espaces verts et pelouses interdit ;</li> <li>• Diminution des prélèvements d'eau (hormis les eaux de refroidissement restituées au milieu et les eaux à usage sanitaire) de 10 % (par rapport à la consommation de 2015) ;</li> </ul> <p>En cas d'atteinte du seuil de crise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des mesures mises en œuvre pour le seuil d'alerte renforcée, selon les demandes du comité sécheresse.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un point sur les prélèvements d'eaux pendant l'épisode de sécheresse 2022 (semaines 20 à 52) a été réalisé avec l'exploitant. Il apparaît que les prélèvements hebdomadaires sont très largement inférieurs au prélèvement hebdomadaire de référence de l'année 2015 (jusqu'à - 60 %), hors événements exceptionnels sur le process.</p> <p>Entre 2015 et 2022, l'exploitant a réduit ses prélèvements annuels de 2 105 669 m<sup>3</sup> répartis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 161 807 m<sup>3</sup> d'eau de process (soit une réduction de 20 %) ;</li> <li>• 1 943 862 m<sup>3</sup> d'eau de refroidissement (soit une réduction de près de 50 %).</li> </ul> <p>En conséquence, les niveaux de réduction visés dans l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 22/04/2009 modifié sont désormais obsolètes. Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-dessus feront ultérieurement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'être abrogées. <b>Les prescriptions de l'arrêté cadre départemental du 7 avril 2022, fixant, en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau, sont applicables à l'établissement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déversement accidentel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides
<b>Constats :</b> L'Inspection des installations classées a constaté que la rétention de la cuve de polychlorure d'aluminium, située au niveau de la STEP, est endommagée. Au fond de la rétention, le revêtement a disparu pour une large partie, les granulats du béton sont visibles. L'exploitant a indiqué que la non-conformité avait été identifiée et une demande d'intervention pour une reprise de l'étanchéité avait également été faite. Cette dernière a été relancée le jour de la visite. <b>L'exploitant justifiera l'exécution des travaux de reprise d'étanchéité de la rétention, sous un délai de trois mois maximum.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article Chapitre 1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, STEP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques, contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Compte tenu de l'indisponibilité de deux filtres boues présents dans le bâtiment filtration au niveau de la STEP, l'exploitant loue actuellement deux filtres mobiles qui sont disposés sur l'aire extérieure d'entreposage des boues filtrées. Cette configuration n'est pas conforme à la situation autorisée (filtration des boues à l'intérieur d'un bâtiment). Compte tenu notamment de la vétusté du bâtiment actuel, l'exploitant indique qu'il a étudié un projet de nouveau bâtiment de filtration. Ce dernier abriterait deux nouveaux filtres dont en capacité de traiter 80 % de la production de boue. Ce bâtiment permettrait également de stocker les boues filtrées (actuellement stockées en extérieur) afin de réduire les nuisances olfactives liées à ce stockage. L'aire vicié du bâtiment serait traité par un dispositif de type biofiltre. <b>L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser sous un délai de trois mois maximum, un porter-à-connaissance relatif au projet de nouveau bâtiment de filtration, accompagné d'un calendrier des travaux.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## ANNEXE 1 – Evènements accidentels survenus en 2022

Date	Évènement	Cause(s) identifié(s)	Action(s) correctrice(s) mise(s) en oeuvre	Action(s) en cours d'étude
16/04/22 (IIC informée le jour même)	Rupture d'une canalisation de lait de chaux à l'intérieur du bâtiment de production « Chaulage » en fin de journée. Le temps que le dysfonctionnement soit constaté, le lait de chaux s'est répandu au sol du bâtiment, puis en est sorti. Une partie du flux rejeté en dehors de l'atelier s'est retrouvé dans le réseau pluvial et dans la Sorgue in fine.	Probable coup de bélier suite à une vanne qui ne se serait pas ouverte.	Asservissement arrêt pompe de tranfert de lait de chaux sur débit anormalement haut Reprise et amélioration apportée à la canalisation défailante	Sonde de détection de fuite proche de la porte d'accès bâtiment et report d'alarme Mise en place de frein pour manipulation des vannes Mise en place d'un seuil physique limitant le déversement à l'extérieur du bâtiment
04/08/22 (IIC informée le jour même)	Une canalisation de transfert d'eau mère (solution de chlorure à 44,5g/l) passant en extérieur des bâtiments de production s'est déboîtée. Entre 10 et 50 m <sup>3</sup> de solution s'est déversée. Une partie a atteint le réseau pluvial, et in fine la Sorgue.	Probable coup de bélier suite à une ouverture trop rapide d'une vanne manuelle.	Mise en place d'une caméra de surveillance avec report vers salle controle Acidualtion et ajout de lumière Débitmètre sur canalisation transport eaux mères vers chaulage avec asservissement arrêt pompe d'envoi si débit anormalement haut Renfort sur tuyauterie et mise en place de dilatoflex Amélioration d'ergonomie au poste	
16/10/22 (IIC informée le lendemain)	Déversement de filtrat de phosphate bicalcique dans le réseau d'eau pluvial et dans la Sorgue in fine.	Montée en charge et en pression du réseau de collecte des eaux de filtrats, suite à une vanne maintenue fermée par erreur. Fuite au niveau d'une jonction entre un tronçon béton et un tronçon PVC.	Reprise étanchéité jonction des tronçons de canalisation Mise en place d'un ensemble étanche fait à façon par thermo-soudage en fond du regard industriel	

<p>15/12/22 (IIC informée le lendemain)</p>	<p>Déversement de boues de STEP dans la Sorgue pendant près d'1h30.</p>	<p>Suite à un fort évènement pluvieux, un débit très supérieur à la normale est arrivé au niveau de la STEP via les caniveaux collectant les différents effluents process du site. <i>(Des précipitations très intenses ne sont à ce jour pas captées intégralement par les caniveaux pluviaux présents sur le site, de par leur capacité d'évacuation et la façon dont les pluies sont canalisées (pentes des sols, design des cheneaux, etc...)).</i> Par conséquent, pendant un tel épisode, l'eau de pluie finit par pénétrer dans les ateliers ou les zones de captation des eaux de process).</p> <p>Passage en mode manuel au niveau de la STEP pour surveiller les niveaux dans les différents ouvrages.</p> <p>Devant l'impossibilité de stocker plus d'eau dans les différents bassins sans risquer le débordement, il a été décidé d'augmenter le débit d'extraction sur le décanteur final, dépassant ainsi sa capacité et générant un départ de boue vers la Sorgue. <i>(Le flux hydraulique acceptable par le décanteur final était déjà inférieur au flux pour lequel il a été conçu, car dans une situation dégradée au niveau des capacités de décantation.)</i></p>	<p>Reprise cheneaux et nettoyage toiture</p> <p>Transfert pluvial de toit vers réseau pluvial bâtiment acidulation</p> <p>Location d'un filtre presse supplémentaire afin de revenir à une situation nominale sur le plan de la décantation</p>	<p>Reprendre écoulement pluvial de toit zone chaulage pour éviter l'entrée dans le bassin de 400 m<sup>3</sup></p> <p>Reprendre écoulement pluvial de toit zone arrière en cuisson pour supprimer l'entrée dans le réseau process</p> <p>Nettoyage et inspection télévisuel de l'ensemble du réseau pluvial de site</p>
-------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------